

**Sommet du G7 - Conférence de
presse de M. Emmanuel Macron,
président de la République**
(Charlevoix, 09 juin 2018)

Bonsoir Mesdames et Messieurs. Je tenais à pouvoir échanger avec vous et rendre compte de ces quelques jours de déplacement, d'abord en visite bilatérale au Canada, et les rencontres en particulier avec le Premier ministre Trudeau, ensuite, ce passage à Québec, et nos échanges avec le Premier ministre Couillard, puis, le G7 qui vient de se tenir durant deux jours, et qui s'est achevé il y a quelques minutes.

Je veux remercier le Premier ministre Trudeau pour l'organisation durant toute cette année des travaux du G7, et l'accueil qui nous a été réservé et l'organisation exemplaire de ce G7 de Charlevoix. Ce G7 ne lève pas tous les désaccords, mais il nous a permis, dans un contexte de tensions que nul n'ignorait, de préserver l'unité sur tous les sujets où elle était possible, en matière d'affaires étrangères, en matière de commerce tout particulièrement, de maintenir à chaque fois le niveau d'ambition que nous voulions avoir sur ces sujets. Et lorsque notre niveau d'ambition n'était pas compatible avec l'unité du groupe, d'accepter d'avoir une dissidence ; c'est ce qui s'est passé sur le sujet du climat, qui est le seul sujet, "climat et océans", sur lequel il y a eu une position à six, tenue par les membres du G7, et une position américaine à part.

Ce qui n'est pas une nouveauté, puisque c'est déjà la situation à laquelle nous avons été confrontés, je le rappelle, à Hambourg, où il y avait eu une déclaration à 19, versus 1. Et donc à ce titre, cette situation n'était pas acquise, et je considère que la méthode que nous avons décidé d'adopter durant ces derniers jours a été fructueuse. En effet, la volonté d'afficher très clairement notre ambition, et le fait que nous n'étions pas prêts à dégrader nos positions réaffirmées l'année dernière à Taormina, en particulier en matière commerciale, a permis d'avoir un résultat pour ce G7 qui est plus favorable que celui auquel on pouvait s'attendre.

À ce titre, à mes yeux, le front uni européen a été décisif sur les sujets commerciaux, comme sur les sujets politiques. Cette réunion, que nous avons organisée avec l'ensemble des pays européens (juste avant le début du G7, sur place), a permis d'arrêter une position commune forte, une convergence très claire, à côté de laquelle le Japon et le Canada ont pris position, et ainsi d'obtenir ces changements. Sur le commerce, premier sujet avec l'économie mondiale que nous avons évoquée hier, et qui a donné lieu à des échanges directs, y compris hier soir et pour les derniers ce matin, nous avons une déclaration qui permet de rappeler les principes et les fondamentaux auxquels nous tenons.

D'abord, le fait que nous tenons à un commerce mondial qui doit respecter les règles internationales, la déclaration le fait bien figurer, c'est-à-dire les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce, et je pense qu'il était essentiel de le rappeler dans le contexte contemporain. Ensuite, notre attachement collectif à poursuivre des accords commerciaux, qui permettent d'améliorer le commerce mondial, tout en respectant les préférences collectives de

chacun, et donc, ce faisant, n'encourageant aucune pratique non-coopérative, et nous avons fait adopter la mention explicite d'une réforme nécessaire de l'organisation Mondiale du Commerce, qui est ce pourquoi la France avait plaidé, il y a quelques jours, lors de la conférence de l'OCDE.

En effet, la réponse aux dysfonctionnements contemporains sur le plan commercial, c'est d'avoir un G20 et une OMC plus efficaces, ça n'est pas d'avoir un repli national. Et c'est la philosophie que porte ce texte, avoir une OMC plus efficace, ce qui veut dire aller vers une résolution des conflits beaucoup plus rapide et plus efficace, et une modernisation de nos instruments commerciaux, qui n'ont pas été changés en profondeur depuis 1994. Et il y a un engagement de tous les pays qui étaient présents pour oeuvrer en ce sens, ce dont je me félicite. J'ai pu voir le directeur général de l'OMC lors de la conférence de l'OCDE, et nous allons oeuvrer en ce sens pour avancer. J'ai d'ailleurs proposé d'accueillir une conférence conjointe avec la Chine, les Etats-Unis, le Japon et les pays européens, pour aller en ce sens et moderniser notre organisation commerciale internationale, pour la rendre plus efficace.

Ceci est une déclaration, elle correspond au niveau d'ambition que nous souhaitons, et il était clair pour les Européens que nous n'aurions pas accepté une déclaration qui ne fasse pas référence à cet ordre international commercial, à l'OMC et aux principes que nous avons déjà défendus à Taormina. Néanmoins, une déclaration n'efface pas tous les désaccords. Et cette déclaration, elle ne lève pas les mesures qui ont été prises ces derniers jours et ces dernières semaines, et il ne s'agirait en aucun cas d'être naïf. Mais nos échanges ont aussi permis, je crois, de clarifier la situation, et nous avons eu, en particulier avec le président TRUMP, hier, un échange extrêmement direct sur les perceptions réciproques de nos relations commerciales.

J'ai ainsi pu rappeler que ça n'est pas l'Union européenne qui est fermée aux Etats-Unis aujourd'hui, aux produits américains, il y a 330 lignes tarifaires américaines contre 45 qui viennent de l'Union européenne, ces lignes tarifaires, ce sont les tarifs les plus élevés de nos relations bilatérales. Et sur de nombreux biens et services, il y a aujourd'hui des tarifs qui restent très élevés côté américain, ce qui ne correspond pas à la réalité souvent... enfin, en tout cas, aux propos souvent répétés par l'administration américaine. Et donc ceci a mis en lumière la nécessité d'avoir un travail sur les faits, exhaustif, partagé, entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

Ces dernières semaines et ces derniers mois, des mesures unilatérales ont été prises, parfois à la lumière de situations qui n'étaient pas dûment renseignées, et qui n'avaient pas fait l'objet d'échanges suffisants. Notre souhait, et ce sur quoi nous nous sommes engagés, c'est de pouvoir, en particulier sur le sujet de l'automobile, avoir des échanges contradictoires de part et d'autre, pour lever les doutes ou incompréhensions. En tout état de cause, cette déclaration acte du fait qu'on ne peut résoudre des déséquilibres commerciaux mondiaux par des mesures protectionnistes, et par la fragmentation de l'ordre mondial commercial.

La réponse, elle est dans la coopération commerciale internationale. Et elle est dans notre capacité à traiter des grands sujets structurants que sont nos défis, en particulier, la lutte contre le pillage de la propriété intellectuelle, et le traitement de certaines surcapacités qui existent dans certains marchés, c'est ce que cette déclaration rappelle aussi par une meilleure coordination et organisation des pays du G7. Les prochains mois donneront lieu à des discussions plus approfondies, à un travail.

Et donc je ne considère pas que cette déclaration soit, de quelque manière que ce soit, un point d'aboutissement, mais elle est une étape qui nous permet de réaffirmer ce que nous souhaitons et qui évite des divergences supplémentaires.

Sur les sujets de sécurité collective et de paix, là aussi, nous avons pu avoir une déclaration qui prend en compte plusieurs des principes que nous partageons, et aussi plusieurs des initiatives que la France a portées ces dernières semaines. Sur la Syrie, nous avons une communauté de vues et une volonté, non seulement de finaliser évidemment la lutte contre le terrorisme islamiste, de lutter contre l'utilisation des armes chimiques, mais également d'aller vers une solution politique inclusive, qui permette la stabilité politique de la Syrie qui est - comme vous le savez - la position que la France poursuit depuis un an, et sur laquelle, nous avons avancé ces dernières semaines, en particulier avec la Russie et Israël.

Sur justement l'utilisation des armes, nous avons signé une déclaration conjointe qui soutient les initiatives que nous portons, en particulier d'ailleurs avec les Etats-Unis d'Amérique, pour aller plus loin, réhabiliter un mécanisme d'attribution des attaques chimiques qui est inopérant depuis le mois de novembre 2017, et prendre des initiatives concrètes en la matière. Nous avons également acté d'un soutien unanime pour la lutte contre le financement du terrorisme, actant des conclusions de la conférence de Paris sur ce sujet il y a quelques semaines.

Sur la Libye, nous avons collectivement acté, là aussi, des avancées obtenues il y a quelques jours à Paris, et en particulier d'un engagement de tous pour obtenir des élections en Libye avant la fin de l'année, selon un processus et un engagement de toutes les parties, qui avaient été affirmés lors de leur présence à Paris. Enfin, sur la Corée du Nord, nous avons discuté longuement de la situation hier soir, en particulier à la lumière des échanges que nous avons pu avoir avec SHINZO Abe, le Premier ministre japonais. Le président TRUMP nous a quittés pour rejoindre Singapour où se tiendra le 12 juin prochain une discussion importante avec le dirigeant coréen du Nord.

Nous avons apporté notre soutien à cette initiative, dont la finalité - je le rappelle - est une dénucléarisation de la péninsule coréenne ; c'est un travail essentiel, là aussi, à la fois pour la stabilité régionale, mais la lutte collective que nous soutenons pour lutter contre les pouvoirs nucléaires non coopératifs, c'est le même esprit qui a alimenté la déclaration que nous avons collectivement signée sur l'Iran ; je pourrais sur ces points répondre plus longuement aux questions qui sont les vôtres, mais nous avons obtenu sur ces sujets d'importance un consensus qui permet, là aussi, d'avoir à 7 des positions communes.

La journée d'aujourd'hui a été consacrée à d'autres sujets extrêmement importants sur lesquels la présidence canadienne s'était fortement engagée, en particulier, l'égalité femmes/hommes et les sujets climatiques, et tout particulièrement l'initiative prise sur les océans. Sur l'égalité femmes/hommes je veux ici saluer l'engagement canadien qui a été d'avoir une approche transversale de ce sujet, et plutôt qu'avoir une session ad hoc, de considérer que toutes nos politiques, tous nos engagements devaient être évalués, en tout cas, regardés à la lumière de cette question.

Et j'ai souhaité, pour la présidence que la France prendra l'année prochaine du G7, poursuivre cette initiative, d'une part, en pérennisant le Conseil consultatif pour l'égalité femmes/hommes dans son principe, et d'autre part, en demandant à ce que nous ayons un processus d'évaluation et de transparence sur les engagements pris aujourd'hui en la matière pour que nous puissions clairement, non seulement évaluer ce que chacun a fait, mais comparer aussi nos situations respectives, dans un esprit d'amélioration conjointe et d'échanges de bonnes pratiques.

Pour ce qui concerne les pays du G7 eux-mêmes, nous nous sommes fortement engagés, et avons échangé nos expériences en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, la France - comme vous savez - est fortement engagée sur ce sujet avec une loi qui est en cours de discussion au Parlement, mais également en matière de lutte contre le harcèlement sur Internet et toutes les formes de harcèlements physiques ou numériques.

Ce sujet continuera à être une de nos priorités, qu'il s'agisse d'ailleurs du harcèlement à l'égard des femmes ou des adolescents et adolescentes, des minorités, en particulier, LGBT, nous avons eu une longue discussion sur ce point, et nous avons besoin d'un engagement de la communauté internationale pour lutter contre toutes ces formes de harcèlements. C'est quelque chose que nous avons fortement poussé l'année dernière avec Theresa May, que nous avons encore souligné aujourd'hui.

Il faut à la fois un engagement international, un engagement de la société civile pour sensibiliser toutes les opinions publiques, une pression accrue sur les GAFAM, mais également la capacité que nous devons nous donner, je pense en particulier au niveau européen, à légiférer sur ce point et à créer des systèmes de responsabilité, des plateformes et des réseaux sociaux en la matière. Ce sujet est essentiel, et un fort engagement a été partagé.

Sur le sujet de l'égalité femmes/hommes, c'est sur l'éducation des jeunes filles que nous avons également concentré notre discussion, en particulier pour les pays les plus pauvres ou les pays en voie de développement. Sur ce sujet, c'est l'un des sept engagements qui avaient été voulus par la présidence canadienne, et que nous avons finalisé, nous avons engagé des financements pour l'éducation des jeunes filles en zone de guerre et zone de conflit, et la France a tenu évidemment à apporter sa contribution à cet engagement collectif, qui s'inscrit en continuité avec l'engagement que nous portons depuis le mois de septembre dernier, puisque, comme vous le savez, l'éducation des jeunes filles est une des priorités de la France en matière d'aide publique au développement.

C'est d'ailleurs ce pourquoi nous avons décidé, en début d'année, de co-présider avec le Sénégal, les levées de fonds pour le Partenariat mondial pour l'éducation, qui avaient permis justement de mobiliser 2,3 milliards de dollars pour le sujet de l'éducation, et tout particulièrement de l'éducation des jeunes filles. La France ayant plus que multiplié par 10 son engagement en le portant à 200 millions d'euros, et la France ayant décidé d'ailleurs de mobiliser 50% de ses financements d'aide publique au développement vers la lutte contre l'inégalité femmes/hommes.

Ce sujet de l'éducation des jeunes filles est un sujet très important sur lequel les engagements pris par les pays du G7 à l'égard justement des pays en voie de développement ou des pays pauvres, et je pense tout particulièrement aux pays du Sahel. Je veux aussi ici redire tout le

soutien que nous apportons aux pays qui, courageusement, mènent des réformes en la matière, et j'ai pu, pour ma part, rappeler ce matin l'engagement de la France, et mon souhait qu'il y ait un engagement collectif du G7 pour soutenir les réformes courageuses entreprises par le Niger qui, durant ces dernières années, a mené une transformation profonde dans son pays à lutter contre les mariages forcés et à améliorer l'éducation des jeunes filles et aussi un meilleur contrôle démographique, qui est essentiel, et c'est un sujet dont on doit parler sans tabou et dont parle d'ailleurs le président Issoufou avec beaucoup de courage.

Mais j'ai également tenu à souligner le nécessaire soutien de la communauté internationale pour accompagner les réformes de la Tunisie, et j'ai salué, sur ce sujet, l'engagement du président Essebsi qui, avec beaucoup de courage, dans son pays, porte un modèle de développement et de choix politique, et je crois que ce pays, suite au printemps arabe, est sans doute celui qui incarne le mieux ce renouveau, le président Essebsi, avec courage, a porté deux textes de loi, sur le droit à hériter librement pour les femmes, et la liberté devant le mariage, et je souhaite que nous puissions collectivement nous engager sur le plan bilatéral au maximum pour soutenir la Tunisie dans ses réformes et dans le contexte très difficile qu'elle est en train de vivre, parce qu'avoir un dirigeant courageux à ce point, qui lutte sur le terrain de manière active pour l'égalité femmes/homme était, là aussi, essentiel à rappeler.

Sur les sujets climatiques, nous avons obtenu, sur toute la déclaration en matière d'énergie, un consensus à 7. Il a été choisi ensuite de retenir une déclaration signée par 6 pays et d'accepter un dissensus américain sur les sujets climatiques, comme je vous le disais, comme ça avait été le cas, il y a quelques mois, à Hambourg pour le G20, en raison de la référence à l'accord de Paris, et parce que les 6 autres pays tiennent à cette référence et ne souhaitaient aucun compromis en la matière.

Cette déclaration du G7, signée par 6 Etats membres sur le climat, a réitéré cet engagement, mais a aussi soutenu plusieurs initiatives lancées par la France, en particulier, le One Planet Summit, et les initiatives qui ont conduit à la mobilisation de plusieurs Etats membres, y compris d'ailleurs, je tiens ici à le souligner, des Etats fédérés américains qui étaient présents au One Planet Summit, qui se sont fortement engagés et sont à la pointe de l'engagement contre le réchauffement climatique, je pense tout particulièrement à la Californie.

Nous avons également eu une longue discussion sur le sujet des océans, à la fois la mobilisation contre l'érosion côtière, la mobilisation pour réguler les pêches et évidemment, la lutte contre le réchauffement climatique, qui est clé en matière d'équilibre des océans, mais également, un engagement très fort pour lutter contre les plastiques, avec, là-dessus, un engagement qui permet d'élargir au niveau du G7 ce que l'Europe a déjà porté, ce que la France s'applique à elle-même, c'est-à-dire, en se donnant un objectif pour 2030 d'avoir 100% de recyclables, ce qui est la clé pour éviter la production de nouveaux déchets plastiques dans un contexte où, aujourd'hui, l'océan qui nous sépare de la France est aujourd'hui envahi par le plastique, nous l'avons rappelé durant la discussion.

Il y a à peu près l'équivalent de la superficie française dans le simple océan Atlantique en matière plastique. Et donc si nous n'agissons pas à la fois pour éradiquer les matières existantes et traiter le sujet, mais aussi pour prévenir la production nouvelle, nous allons créer un véritable drame écologique et environnemental, sachant que l'essentiel de ces matières plastiques ont été produites durant les 15 dernières années. Cet engagement, c'est un

engagement collectif vis-à-vis de nos industries, c'est celui que l'Union européenne, et en particulier, la France, ont déjà pris mais qui permet un élargissement et une détermination collective. Et je crois qu'il était essentiel que nous puissions à la fois échanger, mais agir sur ce sujet, et la discussion avec plusieurs pays, à la fois, l'Union africaine, sa présidence, plusieurs pays africains, plusieurs pays de la zone Caraïbes et de la zone Pacifique, a permis un échange fructueux, ainsi que la présence du président Macri, qui a souhaité pouvoir relayer cette ambition dans le cadre du G20, qu'il aura à présider à l'automne.

Je pourrais, là aussi, sur ce sujet, revenir sur tous les points que vous souhaitez détailler, mais je considère que les deux sujets d'aujourd'hui : égalité femmes/hommes, "climat, océans" ont permis de bonnes discussions et des avancées.

Au total, ce G7, comme je le disais, a permis, d'une part, d'illustrer l'efficacité d'un front européen. Et je considère qu'il est essentiel pour l'Europe d'agir ensemble, d'oeuvrer pour définir avant ce rendez-vous à un consensus fort, et éviter les divergences. Ensuite, de lever des malentendus profonds et des erreurs factuelles qui étaient faites sur les débats que nous avons aujourd'hui en matière de commerce, et d'éviter toute divergence supplémentaire, plutôt d'oeuvrer à un apaisement ; nous verrons s'il est durable, sur beaucoup de sujets de tension.

Pour toutes ces raisons, je considère que ce G7 a été un travail utile de coordination et a permis de remplir son rôle qui est précisément de coordonner les 7 puissances autour de la table, y compris dans les temps où il peut y avoir des désaccords. C'est la France qui prendra donc pour l'année prochaine la présidence de ce G7, j'ai eu l'occasion de le dire, nous reprendrons quelques-unes des thématiques sur lesquelles un suivi s'impose pour être pleinement efficaces. Nous aurons également à présenter en début d'année prochaine nos propres priorités.

Ce G7 sera organisé à l'été 2019 par la France, et se tiendra dans la belle ville de Biarritz, où le maire a accepté de nous accueillir et où nous serons donc fiers d'accueillir, non seulement l'ensemble des pays membres du G7, mais également les organisations européennes et l'ensemble des organisations internationales, comme des pays qui seront invités à la séance élargie.

Je vous remercie. Je vais maintenant répondre à toutes vos questions./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)